

# Jérusalem : la crainte que l'escalade commence seulement

samedi 15 mai 2021, par [BACKMANN René](#) (Date de rédaction antérieure : 11 mai 2021).

**Ce n'est pas seulement pour protester contre l'interdiction d'accéder à la mosquée Al-Aqsa que les jeunes Palestiniens de Jérusalem affrontent la police israélienne. C'est aussi pour dénoncer la politique menée depuis plus de dix ans par Netanyahu. Mais leur colère vise également les dirigeants palestiniens.**

Jusqu'où ira l'escalade ? À Jérusalem, les affrontements qui se poursuivent entre manifestants palestiniens et policiers israéliens viennent de faire plus de 500 blessés en trois jours. Jamais, depuis les révoltes de la fin des années 1980 et du début des années 2000, la Ville sainte n'avait été la proie d'une telle vague de violence.

Et les frappes contre 140 cibles de la bande de Gaza lancées lundi soir par l'armée israélienne en représailles contre les tirs de roquettes du Hamas en direction d'Israël ont fait au moins 24 morts, dont neuf enfants. Au même moment, d'autres accrochages avec la police israélienne avaient lieu également dans les villes de Lod, Ramle ou Jaffa, témoignant de la mobilisation des « Arabes israéliens », c'est-à-dire des citoyens palestiniens d'Israël, aux côtés des Palestiniens de Jérusalem-Est et de Cisjordanie.

Au point qu'on en oublierait presque que des négociations sont en cours parmi les adversaires de Benjamin Netanyahu rassemblés au sein du « Bloc pour le changement » pour tenter de constituer une coalition parlementaire et un gouvernement « de large union ». Car, depuis deux ans, Israël, qui a connu quatre élections législatives et où aucun budget n'a été voté, est toujours sous l'autorité d'un gouvernement intérimaire, dirigé par le premier ministre sortant, chargé de gérer les affaires courantes.

La situation sécuritaire est aujourd'hui jugée si tendue par l'état-major que l'arrivée d'une « troisième intifada » ne peut désormais plus être exclue. Les grandes manœuvres qui devaient commencer cette semaine ont été annulées et des renforts viennent d'être déployés autour de la bande de Gaza.

Le problème pour les responsables de la sécurité, c'est qu'on ne peut traiter cette éruption de colère chez les Palestiniens de Jérusalem comme on traite le lancement d'une volée de roquettes depuis Gaza : avec des obus, des missiles et des bombes. Car les causes de cette révolte sont diverses et la plupart sont enracinées dans la longue histoire du conflit israélo-palestinien.

Il y a, évidemment, les provocations des groupes d'extrémistes juifs adoués par Netanyahu et confortés par l'entrée de leurs chefs de file au Parlement. Il y a aussi les mesures hostiles prises par les responsables de la police - jugés incompetents par nombre d'observateurs - contre les milliers de fidèles qui entendaient célébrer la fin du ramadan à la mosquée Al-Aqsa.

Il y a surtout, au moment où le pays se prépare à la sortie de scène de Netanyahou, les conditions de vie injustes, les humiliations et les violences imposées aux Palestiniens par le premier ministre depuis près de quinze ans. C'est-à-dire la politique fondée sur le refus obstiné de négocier et la préservation du statu quo, adoptée par les gouvernements israéliens successifs, avec, récemment, l'aval et le soutien aveugle de l'administration Trump (2017-2021). Et le silence couard de la majorité de la communauté internationale.

Car le détonateur des affrontements - la révolte des Palestiniens contre l'expulsion programmée de près de 300 résidents du quartier de Sheikh Jarrah, à Jérusalem - ne date pas d'hier. Depuis son arrivée au pouvoir en 2009, après un premier bref mandat entre 1996 et 1999, Benjamin Netanyahou n'a cessé de développer la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

Avec une obsession : maintenir dans la ville une majorité juive. Près de 60 000 colons juifs supplémentaires ont ainsi été installés depuis vingt ans à Jérusalem-Est, où leur nombre dépasse aujourd'hui 225 000.

Cette stratégie passe notamment par l'expulsion des habitants et la démolition de leurs maisons, remplacées par des constructions neuves, destinées aux colons. Et cela même s'il s'agit des maisons familiales ou natales des Palestiniens. En 2019, un rapport de l'ONG israélienne B'Tselem constatait que 16 796 ordres de démolition ont ainsi été émis entre 1988 et 2017.

Le quartier de Sheikh Jarrah, à 2 kilomètres au nord de la vieille ville, est l'un des champs de bataille majeurs de cette stratégie de remplacement de la population. Ombragé, proche du carrefour de la route nord-sud n° 60, qui relie Hébron à Jénine, et de la route est-ouest n° 1, entre Tel Aviv et la mer Morte, il abrite plusieurs consulats ou résidences diplomatiques et intéresse depuis longtemps les promoteurs-colonisateurs.

Ceux de la compagnie américaine Nahalat Shimon, basée dans le Delaware, un État où la législation « souple » permet de dissimuler les actionnaires d'une entreprise, ont acquis ici des terrains et des bâtiments où vivaient, dans des immeubles construits en 1956 par la Jordanie et l'ONU, des Palestiniens réfugiés de la guerre de 1948. Voilà des années, Nahalat Shimon a lancé une action judiciaire devant les tribunaux israéliens pour obtenir l'éviction des familles de réfugiés de ces maisonnettes qu'elle entend démolir pour les remplacer par 200 logements destinés à des colons juifs.

À ce jour, quatre familles ont été expulsées - près de 300 personnes sont sur le point de l'être. La Cour suprême devait se prononcer lundi, mais le juge Yitzhak Amit a décidé de retarder sa décision de trente jours en raison de la tension qui règne dans le quartier et dans la ville. Les colons déjà installés dans le quartier et les conseillers de Netanyahou tentent de présenter le conflit comme un contentieux immobilier. Les défenseurs des droits de l'homme venus manifester leur solidarité dénoncent, eux, la « judaïsation forcée » et la « discrimination ethnique » pratiquées par le pouvoir au bénéfice des organisations de colons.

Jusqu'à l'irruption sur le terrain, la semaine dernière, d'Itamar Ben Gvir, député du parti suprémaciste juif Sionisme religieux et nouvel allié de Netanyahou, accouru avec une solide protection policière pour apporter son soutien aux colons déjà installés, tout se passait plutôt calmement. La nuit tombée, les Palestiniens du quartier partageaient le repas de rupture du jeûne avec leurs amis et leurs partisans autour de longues tables installées dans la rue face aux bâtiments occupés par les colons.

L'arrivée, en forme de défi, de Ben Gvir, ses amis et son escorte armée a transformé le face-à-face en émeute, avec incendies de voitures, charges de police et arrosage des manifestants à l'eau

putride, selon la technique utilisée habituellement par la police antiémeute israélienne.

Lorsque la nouvelle, en plus, s'est répandue que les policiers déployés près de la vieille ville avaient reçu l'ordre d'installer des barrières et d'interdire l'accès à la porte de Damas, où les Palestiniens ont l'habitude de se réunir, après le jeûne, puis que des barrages avaient été dressés sur les routes conduisant à Jérusalem pour empêcher les fidèles de se rendre à la mosquée Al-Aqsa, il était trop tard pour contenir l'escalade de la tension. Et prévenir un week-end de violence qui a provoqué un déluge de mises en garde, condamnations, rappels à la raison depuis Washington, le Vatican, Bruxelles, Amman, Ankara, Paris.

Même les pays qui ont récemment, sous l'influence ou la pression de Trump, « normalisé » leurs relations avec Israël, comme le Soudan, le Maroc, les Émirats arabes unis ou Bahreïn, ont condamné « la répression » et demandé au gouvernement israélien « d'arrêter ces provocations contre les habitants de Jérusalem ».

Le lancement par le Hamas et d'autres groupes islamistes de Gaza de près de 200 roquettes en direction d'Israël - dont la plupart ont été détruites par les batteries antimissiles israéliennes - a conduit certaines capitales à partager les condamnations, les mises en garde et les appels au calme entre Israéliens et Palestiniens.

Mais il reste que, sans pour autant passer à l'acte, c'est-à-dire proposer ou même simplement évoquer des sanctions, nombre de capitales ont jugé pertinent de rappeler que l'occupation de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est est illégale et condamnée par de multiples résolutions de l'ONU.

Il en faudrait bien davantage évidemment pour rassurer les Palestiniens, contraints de constater que leur cause a depuis longtemps quitté le devant de la scène diplomatique internationale, éclipsée par d'autres conflits plus sanglants - Syrie, Yémen, Libye, Sahel - et mal défendue par une direction politique fourbue et discréditée.

C'est peut-être pourquoi, grâce aux réseaux sociaux et à partir de cellules improvisées, autonomes et dépourvues de liens avec les mouvements politiques « officiels », les jeunes Palestiniens de Jérusalem-Est sont descendus dans la rue, comme l'avaient fait les parents de certains d'entre eux il y a quelques décennies, pour rappeler que leur combat n'était pas sorti de l'histoire.

Ulcérés depuis longtemps par la passivité et l'immobilisme de leurs dirigeants, qui se sont révélés incapables de trouver une réponse à la politique du fait accompli de Netanyahu, révoltés par l'apartheid de fait auquel ils sont condamnés, les jeunes palestiniens ont épousé cette nouvelle révolte sans projet politique précis. Simplement pour affirmer au pouvoir israélien qu'ils existent et que l'impunité internationale n'autorise pas tout.

Et pour dire aux dirigeants de l'Autorité palestinienne qui viennent d'annuler les élections législatives prévues pour le 22 - en saisissant le prétexte du refus israélien de laisser le scrutin se dérouler à Jérusalem-Est - que leur légitimité démocratique et leur représentativité, vieilles de quinze ans, sont nulles. Le problème est qu'apparemment aucune relève crédible ne se profile.

En face, où la crise politique, qui se manifeste par un glissement continu à droite de l'électorat, est également profonde, les prochaines semaines nous indiqueront si le rejet de Netanyahu est un programme politique suffisant pour bâtir une majorité et un gouvernement en mesure d'affronter l'éruption de violences qui embrase Jérusalem. Et de proposer des remèdes.

En attendant, Benjamin Netanyahu, qui demeure poursuivi pour corruption et va peut-être bientôt affronter la justice de son pays en citoyen ordinaire, guette chaque occasion d'exploiter la dégradation sécuritaire et semble soupeser les risques et bénéfices, dans sa situation, à lancer une

opération massive contre Gaza. Resté fidèle à sa posture idéologique et à sa rhétorique de démagogue messianique, il s'efforce manifestement de rassurer son électorat, à toutes fins utiles...

« Jérusalem a été la capitale de la nation du peuple juif pendant des milliers d'années, a-t-il déclaré en réponse aux appels à la raison venus de l'étranger. Nous rejetons fermement les pressions qui voudraient nous contraindre à ne pas construire à Jérusalem. Pressions qui, c'est triste, se sont accentuées récemment. Je le dis à nos amis les plus proches : Jérusalem est la capitale d'Israël. Tout comme n'importe quelle nation construit sa capitale et construit dans sa capitale, nous nous réservons le droit de construire Jérusalem et de construire dans Jérusalem. C'est ce que nous avons fait et c'est ce que nous continuerons à faire. »

**René Backmann**

---

**P.-S.**

- MEDIAPART. 11 mai 2021 :  
<https://www.mediapart.fr/journal/international/110521/jerusalem-la-crainte-que-l-escalade-commence-seulement>

*Les articles de René Backmann sur Mediapart :*

<https://www.mediapart.fr/biographie/rene-backmann>

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>